

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt

Bureau de la Coordination et des Procédures

BR

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la
société PYROSUD Médoc Artifices à
MIRAMONT DE COMMINGES

N° 22

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le titre 1er du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section III relative à la protection contre la foudre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2005 autorisant la société PYROSUD Médoc Artifices à exploiter un dépôt d'artifices sur la commune de Miramont-de-Comminges ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 31 janvier 2013, faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 6 décembre 2012 ;

Considérant que lors de l'inspection de 2012, l'examen de la gestion du risque foudre a montré un non respect de la réglementation en vigueur,

Considérant que l'analyse du risque foudre (ARF) demandée conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé n'a pas été réalisée,

Considérant que l'inspection des installations classées n'a pas de garanties concernant la protection effective du site contre la foudre,

Considérant qu'il y a lieu de mettre la société PYROSUD Médoc Artifices en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er –

La société PYROSUD Médoc Artifices est mise en demeure :

- **sous 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, de réaliser une analyse du risque foudre (ARF) conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé;
- **sous 6 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, de réaliser une étude technique, en fonction des résultats de l'ARF, conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société PYROSUD Médoc Artifices.

Toulouse, le 26 FEV. 2013

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète chargée de mission
auprès du Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne

Marie COLOU